

Table of Contents

<u>Harper force le jeu</u>	1
<u>Deux soldats tués en Afghanistan</u>	3
<u>Les candidats tirent sur... les absents</u>	4
<u>Solide gageure</u>	6
<u>Morts par centaines en Afghanistan</u>	8
<u>Radio-Canada rejette les accusations de partialité et de propagande</u>	9
<u>Radio-Canada et l'Afghanistan</u>	10
<u>Lettres: Amnésie collective ou manipulation?</u>	12
<u>Le Canada contribuera davantage à la formation de policiers</u>	13
<u>Rien de complaisant; Dire que les journalistes de Radio-Canada qui se sont rendus en Afghanistan ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité</u>	15
<u>Vers un échec prévisible; Il est difficile d'imaginer comment la mission canadienne en Afghanistan pourrait être couronnée de succès</u>	17
<u>L'opportunisme libéral</u>	19
<u>Afghanistan: des centaines de talibans tués dans des combats</u>	20
<u>Deux soldats de l'OTAN tués en Afghanistan</u>	21

Harper force le jeu

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.06

SECTION: Opinions

PAGE: 16

BYLINE: Cloutier, Maurice

WORD COUNT: 495

Les conservateurs vont devoir se soumettre à un vote de confiance des députés de la Chambre des communes dans le cadre du discours du Trône le 16 octobre.

Fidèle à ce qu'il a démontré depuis son élection, M. Harper force le jeu. Avec les attaques répétées des partis d'opposition concernant l'engagement du Canada dans le conflit en Afghanistan, on peut croire que les conservateurs courent littéralement à leur perte. Il ne faut toutefois pas négliger la capacité du premier ministre de nous surprendre et de mêler les cartes.

Avant de compter les conservateurs pour battus, il faudra voir comment M. Harper va naviguer dans les prochaines semaines dans le dossier chaud de l'Afghanistan. Il sait très bien que la population canadienne souhaite le retrait des troupes. Il voit aussi l'effet dévastateur d'un conflit sans fin sur la présidence de son ami Georges W. Bush. Il faut s'attendre à une manifestation d'ouverture sur ce front de M. Harper, même s'il prêche pour une plus grande affirmation de l'armée canadienne sur l'échiquier mondial.

Avec son discours, M. Harper peut aussi lancer de nouvelles initiatives longtemps souhaitées par les Canadiens et annoncer des réductions d'impôts. Il se donnera ainsi des munitions pour arracher l'appui d'un des partis d'opposition ou pour aller en élection.

Le premier ministre sait très bien que son gouvernement minoritaire a déjà duré plus longtemps que la moyenne des gouvernements minoritaires en raison de la faiblesse des libéraux qui peinent à s'organiser.

Les deux grandes formations politiques sont nez à nez dans les intentions de vote au pays, malgré le conflit en Afghanistan et l'arrivée d'un nouveau chef chez les libéraux. Si jamais les conservateurs perdaient le vote de confiance, M. Harper est sans doute à l'aise de retourner devant l'électorat à ce moment-ci.

Il n'aura pas à traîner encore plus longtemps le poids de la mission en sol afghan et pourra soutenir que notre économie va très bien. Personne ne peut prédire si les Américains éviteront une récession dans les prochains mois et les conséquences exactes sur l'économie canadienne.

Les grandes lignes du discours électoral des conservateurs sont prêtes. M. Harper les a déjà servies hier. "Après 19 mois de pouvoir, je suis ravi de déclarer que le Canada est uni, que notre gouvernement est intègre et que notre économie est forte."

En annonçant un discours du Trône, M. Harper a pris un risque calculé. Personne ne doit en douter. D'une part, il expose moins sa formation en évitant la reprise des débats en chambre. D'autre part, il veut forcer les partis d'opposition à vivre avec les conséquences de leur décision si des élections sont déclenchées pour le mois de novembre.

Juste avant de s'exécuter à la Chambre des communes, il aura également les résultats des élections provinciales en Ontario qui se dérouleront le 10 octobre. Les bleus auront alors mesuré leur capacité à faire bouger l'aiguille dans cette province.

La perspective de l'élection d'un autre gouvernement minoritaire demeure toutefois la plus probable selon la répartition actuelle des intentions de vote.

Une autre partie de poker commence à Ottawa.

Deux soldats tués en Afghanistan

PUBLICATION: Le
Quotidien
DATE: 2007.09.06
SECTION: Actualités
PAGE: 32
SOURCE: AP
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 134

Deux soldats de l'OTAN et deux policiers afghans ont été tués mercredi dans des attaques des talibans dans le sud de l'Afghanistan, alors qu'une trentaine de militants ont été tués ailleurs dans le pays, ont annoncé les autorités.

Les deux soldats de l'ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité) ont trouvé la mort alors qu'ils patrouillaient dans la province de Kandahar, ancien bastion des talibans, selon un communiqué de l'OTAN qui ne précise ni les conditions de leur mort ni leur nationalité. Un autre soldat et un interprète afghan ont été blessés. Plus tôt, dans la province voisine de Helmand, l'explosion d'une bombe a tué deux policiers et fait trois blessés, a indiqué Abdul Manan, un responsable local.

Les candidats tirent sur... les absents

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.09.06
SECTION:	Politique
PAGE:	16
BYLINE:	LOUIS POTVIN
PHOTO:	(Photo Louis Potvin) (Photo Louis Potvin)
DATELINE:	Roberval DÉBAT – Les participants au débat d'hier: Éric Dubois (NPD), Louise Boulanger (Parti libéral) et Jean-Luc Boily (Parti vert).; SIEGES VIDES – Les deux chaises vides des candidats Lebel et Houde ont meublé un débat énergique qui a permis de mieux connaître Louise Boulanger, Éric Dubois et Jean-Luc Boily.
ILLUSTRATION:	
WORD COUNT:	432

"De ne pas se présenter à un débat organisé par un organisme qui promeut la démocratie, c'est de dénigrer les électeurs. On envoie tout un message à la population".

Cette déclaration du néo-démocrate Éric Dubois illustre la déception des 40 personnes réunies pour écouter les candidats de l'élection partielle de Roberval/Lac-Saint-Jean lors d'un débat organisé par Démokratia au Café Yé de Roberval. Plusieurs considéraient l'absence du conservateur Denis Lebel et de la bloquiste Céline Houde comme un manque de délicatesse et surtout un mépris envers la démocratie.

"On peut dire que les absents ont tort. Il y a des gens qui ont plus de contenants que de contenu", a renchéri la candidate libérale Louise Boulanger.

Outre ces attaques contre les absents, il y a eu un débat. Une joute verbale qui s'est faite dans la bonne humeur et dans la convivialité.

Les questions proposées par les organismes du milieu étaient précises et pertinentes. C'est Éric Dubois qui a répondu avec le plus de verve aux différentes questions. Il s'est enflammé sur la question de l'environnement, la pauvreté et sur la guerre en Afghanistan. "On doit retirer les troupes en Afghanistan immédiatement. Les spécialistes affirment que l'intervention du Canada n'aura rien donné en 2009. Par solidarité pour nos soldats, sortons-les de ce borbier de la guerre", a-t-il lancé avant d'être applaudi.

Louise Boulanger, moins déterminée, s'est collée sur la position de son chef, Stéphane Dion, en affirmant que les troupes doivent faire place aux Casques bleus en 2009.

Cette dernière a souligné qu'un gouvernement libéral redonnerait de l'aide financière aux organismes environnementaux. Aussi, elle promet d'accorder des crédits supplémentaires pour les organismes de développements locaux comme les SADC.

Pour sa part, le candidat du Parti vert, Jean-Luc Boily, a lancé un message clair aux citoyens. "Il y a trop de monde qui parle d'environnement, mais qui ne font rien. Il faut commencer par des gestes concrets à la maison."

Finalement, Éric Dubois a tenu à parler de justice sociale. "Le NPD est le seul parti qui veut augmenter le salaire minimum à 10 \$. Nous voulons la pauvreté zéro", a-t-il lancé.

La troisième partie a fait place aux questions des citoyens. Des questions terre-à-terre ont ponctué cette partie.

On a demandé aux panellistes comment ils s'y prendraient pour soutenir l'agriculture biologique. La libérale et le néo-démocrate ont promis des mesures pour encourager cette forme d'agriculture. Louise Boulanger a témoigné son admiration pour les agriculteurs et veut encourager la transformation agroalimentaire en région et le transfert de ferme.

On a appris que le budget du candidat du Parti vert résidait dans les 50 pancartes éparpillées sur le territoire.

Jean-Luc Boily a d'ailleurs profité de l'occasion pour envoyer une dernière flèche envers Denis Lebel. "Moi, j'aurais aimé savoir combien Denis Lebel en a posé des pancartes."

lpotvin@lequotidien.com

Solide gageure

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.06
SECTION: Forum
PAGE: 16
BYLINE: Jury, Pierre
WORD COUNT: 768

La décision du premier ministre Stephen Harper de proroger la session parlementaire et d'en déclarer une autre, avec un discours du Trône en ouverture le 16 octobre, est vue par quelques-uns comme une gageure incertaine : le pari que son gouvernement minoritaire saura durer plus que les 12 à 24 mois que l'on concède dès le départ à ces administrations chambranlantes.

Fin stratège, M. Harper doit être convaincu que ses adversaires n'oseront pas faire tomber son gouvernement. Nous partageons ses calculs.

Un nouveau gouvernement débute avec un discours du Trône où le gouverneur général énonce, au nom du parti au pouvoir, les priorités des années qui viendront. Le gouvernement a le loisir, quand bon lui semble, d'annoncer un autre discours du Trône. Le risque qu'il encourt, c'est que les engagements prononcés devant les deux chambres du Parlement doivent être entérinés par une majorité d'élus. Ainsi, le gouvernement conservateur risque de perdre ce vote qui est considéré comme "de confiance" (comme le budget, d'ailleurs). S'il perd le vote, il doit convoquer des élections anticipées. S'il gagne le vote, le gouvernement en place dispose d'un nouvel élan pour les mois qui viendront.

Le gouvernement qui survit à un nouveau discours du Trône n'est plus "coincé" à aller de l'avant avec les projets de loi qui n'ont pas été entérinés avant le discours du Trône. Il peut les ramener, s'il en a envie et si les autres partis acceptent.

Mais ce n'est pas pour cette raison que M. Harper a décidé de mettre fin à la présente session. Il sentait bien que son gouvernement commençait à s'essouffler et qu'il aurait besoin du coup de pouce que lui procurerait une direction réaffirmée, un programme revigoré. Les conservateurs ont été élus en janvier 2006 avec quelques grandes priorités qui se sont aussitôt retrouvées dans le discours du Trône qui a suivi. On y parlait de responsabilité gouvernementale (dans la foulée du scandale des commandites), de santé, de la réduction de la TPS, de lutte au crime, de la place du Québec au sein de la Confédération.

A tous les niveaux, M. Harper se targue d'avoir livré la marchandise. De fait, il y a eu des avancées dans tous ces domaines. La Défense et l'Environnement

Mais depuis le printemps, il est clair que le gouvernement Harper se cherche une nouvelle direction, une nouvelle mission. Sans véritable point sur lequel focaliser, il a trébuché sur l'énorme écueil de la participation de l'armée canadienne en Afghanistan. Entre le général en chef Rick Hillier, qui croit que ses troupes y seront pour des années encore, et l'imprécision d'un retrait possible en février 2009, les Canadiens ont peine à reconnaître ce que les soldats canadiens y font vraiment, à part rouler sur des mines. Côté environnement non plus, les Canadiens ne sont pas convaincus que le gouvernement conservateur dispose d'une stratégie nationale de lutte aux changements climatiques qui puisse rallier une majorité de citoyens sans trop affecter la mine d'or des sables bitumineux.

Ce n'est pas un hasard si Stephen Harper a procédé à des remaniements qui ont placé deux de ses hommes de confiance (Peter MacKay et John Baird) dans les postes clefs de la Défense nationale et de l'Environnement.

Les messages de Rona Ambrose et de Gordon O'Connor, deux maillons faibles de son cabinet, ne passaient tout simplement plus.

La seule inconnue, d'ici le 16 octobre, c'est évidemment le résultat des trois élections partielles prévues le 17 septembre pour trouver des successeurs à Jean Lapierre, Yvan Loubier et Michel Gauthier – un libéral et deux bloquistes. Quoiqu'il arrive, M. Harper doit être confiant que ses Bleus au Québec n'y subiront pas une raclée. Et puis, le Bloc québécois demeure son moins gourmand partenaire potentiel pour un appui au discours du Trône : tout ce que le chef Gilles Duceppe souhaite, c'est la fin de la présence canadienne en Afghanistan en février 2009, une position vers laquelle M. Harper commence à migrer. Néo-démocrates et libéraux sont bien trop catégoriques dans leurs positions pour entériner le discours du Trône. Sans compter que les libéraux crient sur tous les toits qu'ils ont encore besoin de temps pour mieux faire connaître leur chef. Drôle de position pour bluffer en faveur d'une élection générale...

Ainsi, bloquistes et conservateurs risquent de devenir des mariés de convenance au discours du Trône. C'est le pari que vient de placer Stephen Harper. Gageons que ça lui réussira...

pjury@ledroit.com

Morts par centaines en Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.06
SECTION: Le Monde
PAGE: 23
COLUMN: En bref
SOURCE: AFP
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 98

Des centaines de talibans et deux soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN sont morts ces derniers jours dans de rudes combats en Afghanistan, en particulier dans le Sud, où avaient été enlevés les 23 missionnaires sud-coréens en juillet. Les deux soldats britanniques ont été tués hier alors qu'ils étaient en patrouille. Le bilan des membres des forces internationales tués en Afghanistan cette année est de 158 contre 190 l'an dernier, la plupart en mission de combat.

Radio-Canada rejette les accusations de partialité et de propagande

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.06
SECTION: CULTURE
PAGE: b7
BYLINE: Cauchon, Paul
PHOTO: Grenier, Jacques
ILLUSTRATION: Alain Saulnier
WORD COUNT: 420

Dans une lettre publiée ce matin dans les médias (dont Le Devoir en page A 6), la direction de l'information de Radio-Canada rejette toutes les accusations de partialité et de propagande concernant sa couverture de l'Afghanistan.

Ces derniers jours, un regroupement de cinq organismes pacifistes déposait une plainte auprès de l'ombudsman de Radio-Canada, accusant la télévision publique de présenter des informations «non objectives, incomplètes, biaisées et profondément déséquilibrées» dans sa couverture de la guerre. Les organismes soutiennent que seule la position gouvernementale est couverte de façon systématique par Radio-Canada.

Cette critique survient alors que le chef d'antenne Bernard Derome se trouve à Kandahar. Une journaliste du Globe and Mail avait d'ailleurs critiqué la semaine dernière l'accueil réservé par les militaires à M. Derome. On avait, entre autres, offert un barbecue en son honneur et fait un tour de la province en hélicoptère avec le brigadier-général Guy Laroche.

Dans sa lettre publiée ce matin, le directeur de l'information de Radio-Canada, Alain Saulnier, défend l'intégrité de son service en rappelant que, depuis 2001, les journalistes de Radio-Canada «ont pris des risques énormes» pour rencontrer les Afghans chez eux et produire des reportages sur une foule de sujets. Laisser entendre que Radio-Canada ne donne pas l'antenne aux critiques est un «mensonge», ajoute-t-il, en faisant valoir que les partis d'opposition ont été entendus plusieurs fois sur le sujet. Aussi, le documentaire de lundi dernier de Jean-François Lépine sur les dessous de l'engagement militaire du Canada était loin d'être complaisant, dit-il. De plus, laisser entendre que les journalistes expérimentés et aguerris qui se sont rendus sur le terrain «ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité», ajoute-t-il.

Alain Saulnier fait également valoir que «nous couvrons l'armée parce qu'une information complète doit aussi s'intéresser à cet aspect de l'engagement canadien».

Preuve qu'on ne peut satisfaire tout le monde, Alain Saulnier mentionne «les autres critiques» que Radio-Canada reçoit, qui souhaitent que la chaîne cesse de couvrir les craintes des soldats ou de leurs familles «pour ne parler que des aspects positifs de la mission».

Bref, Radio-Canada est maintenant dans l'oeil du cyclone, alors que l'engagement militaire en Afghanistan suscite de plus en plus de passions dans la population. Si l'on se fie à la lettre de la direction de l'information, la télévision publique entend aussi se battre pour préserver sa réputation.

Radio-Canada et l'Afghanistan

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.06
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Alain
Saulnier
WORD COUNT: 778

La télévision de Radio-Canada fait l'objet de critiques sur la place publique pour sa couverture de l'Afghanistan. Certains jugent excessive l'attention portée à l'aspect militaire de l'engagement canadien, aux risques pris par les soldats et aux familles en deuil. Quelques critiques vont même jusqu'à parler de propagande gouvernementale.

Pour tous ceux qui suivent notre couverture de ce pays depuis maintenant six ans, il est évident qu'elle a été beaucoup plus diversifiée que cela, à commencer par les reportages réalisés sur le terrain, qui ont largement dépassé les limites des bases de l'armée. Les journalistes Céline Galipeau, Frédéric Nicoloff, Alexandra Szacka, Sylvain Desjardins, Manon Globensky, Michel Cormier et, depuis une semaine, Jean-François Bélanger, pour ne nommer que ceux-là, ont tous pris depuis 2001 des risques énormes pour rencontrer les Afghans chez eux.

Ils nous ont parlé de leur vie, de leurs difficultés économiques, de leurs expériences démocratiques ou de leurs relations avec les soldats de l'OTAN. Ils ont produit des reportages sur de multiples sujets comme le sort des femmes, les seigneurs de la guerre, la culture du pavot ou les tentatives de démarrage de nouvelles entreprises.

Patrice Roy et Bernard Derome ont été dépêchés auprès de l'armée, certes. Pas sans risques non plus. Notre caméraman Charles Dubois l'a appris à la dure en revenant sérieusement blessé. Nous couvrons l'armée parce qu'une information complète doit aussi s'intéresser à cet aspect de l'engagement canadien. La présence des journalistes en Afghanistan et, plus encore, dans le sud, où se trouvent les troupes canadiennes, est essentielle. Comment une société démocratique pourrait-elle débattre du bien-fondé de la mission, de ses succès ou de son échec, sans qu'on sache quels sont les résultats obtenus sur le terrain et quels sont les dommages physiques ou mentaux subis par les soldats, autrement dit, sans que les journalistes soient là?

Non seulement notre présence sur place est normale, mais nous estimons qu'il est de notre devoir d'y être, malgré les risques. Cela n'a rien à voir avec de la propagande. C'est de l'information pure. Même les reportages sur les retours des dépouilles mortelles n'ont rien de complaisant et font partie de l'information essentielle. A preuve, le gouvernement américain a un certain temps interdit qu'on filme les retours de soldats d'Irak dans leurs cercueils. A preuve aussi, les autres critiques que nous recevons de ceux qui favorisent l'engagement et qui souhaiteraient qu'on cesse de couvrir les craintes des soldats ou de leurs familles pour ne parler que des aspects positifs de la mission.

Laisser entendre que Radio-Canada ne donne pas l'antenne aux critiques est un mensonge. Entre autres voix, les chefs des partis d'opposition Dion, Duceppe et Layton ont tous été entendus plusieurs fois sur ce sujet sur toutes nos antennes. Le documentaire de Jean-François Lépine et Jean-Claude Burger sur les dessous de l'engagement canadien à Kandahar, diffusé lundi soir, était en préparation depuis des mois et a nécessité des investissements considérables. On peut encore le voir sur notre site Internet à l'adresse suivante: <http://www.radio-canada.ca/audio-video/index.shtml>. Le débat qui a suivi au Téléjournal avec les invités de Céline Galipeau n'avait rien de complaisant. Et, cet automne, nous avons bien l'intention de donner une large place au débat qui s'amorce aux Communes et qui a cours au sein de la population.

Laisser entendre que tous les journalistes expérimentés et aguerris qui se sont rendus sur le terrain pour Radio-Canada ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité. Bien sûr, à Kandahar comme ailleurs, il faut travailler et chercher à contourner les relationnistes pour faire son travail et décrocher la vérité morceau par morceau.

On a aussi laissé entendre que la télévision de Radio-Canada censurerait la critique en ne conviant dans ses studios que des invités favorables à l'engagement militaire. C'est faire injure à tous les spécialistes que nous avons invités, y compris d'anciens militaires à la retraite, souvent eux-mêmes très critiques de l'engagement canadien.

Le débat sur l'Afghanistan est loin d'être clos sur les ondes de Radio-Canada. Il y a eu beaucoup d'accent cet été sur la couverture militaire parce que c'était l'événement dominant. Mais une chose est sûre: nous avons l'intention de poursuivre notre travail journalistique en respectant nos traditions et en abordant le sujet sous tous ses angles. Et nous sommes persuadés que le public y trouvera son compte.

Alain Saulnier : Directeur général de l'information à Radio-Canada

Lettres: Amnésie collective ou manipulation?

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.06
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Michel
Beauchemin
WORD COUNT: 349

A la suite des premiers décès de militaires de la base de Valcartier en Afghanistan, les vox pop et les déclarations de politiciens se sont multipliés en faveur du rappel de nos troupes. Pour beaucoup de citoyens, les enjeux démocratiques ne justifient pas la mort de nos soldats. De plus, certains politiciens évoquent notre servitude envers des enjeux géopolitiques principalement américains, comme le tracé d'un éventuel gazoduc, pour exiger du gouvernement Harper qu'il mette fin le plus tôt possible à l'intervention de l'armée canadienne en Afghanistan.

On peut comprendre que les arguments relatifs à la démocratie apparaissent plus ou moins abstraits aux yeux de nos concitoyens, mais il est surprenant de constater que les objectifs initiaux de la mission militaire en Afghanistan ne soient presque pas évoqués alors qu'ils me semblent pourtant très concrets. En effet, dès 2001, le consensus semblait clair: notre société ne veut plus que des bombes lui sautent en plein visage, et surtout pas sur ses enfants, comme ce fut le cas à New York, à Londres, à Madrid, à Bali. Pensons aussi à Londres ou à Toronto, près de nous, où des complots furent déjoués in extremis.

Or le régime des talibans a encouragé l'établissement de bases d'entraînement et de commandement pour les poseurs de bombes, sur le territoire afghan. Les militaires ont pour mission de neutraliser ce régime des talibans, d'assainir l'Afghanistan et de démanteler les écoles terroristes. Ainsi, ils contribuent à rétablir la démocratie et les droits de la personne (particulièrement ceux des femmes). Et, aujourd'hui, ces bombes artisanales sautent en Afghanistan, sur nos soldats.

Je suis conscient que cette opération en Afghanistan ne résoudra pas à elle seule un problème aussi complexe. Qu'avons-nous à proposer d'équitable et d'éthique à ces sociétés? Agir ou laisser faire? Je salue le courage et l'abnégation de nos soldats, qui font face quotidiennement aux poseurs de bombes, pour nous, pour nos enfants, pour notre monde.

Michel Beauchemin : Saint-Augustin-de-Desmaures. Le 4 septembre 2007

Le Canada contribuera davantage à la formation de policiers

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.06
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a4
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 681

Ottawa – Le Canada mettra les bouchées doubles dans les prochains mois pour tenter de donner du tonus à la Police nationale afghane, lourdement éprouvée par la guérilla des talibans. Un centre de formation sera construit tout près de Kandahar, alors que 22 policiers de la GRC s'ajouteront aux 13 agents déjà sur place.

Entre le 21 mars et le 3 septembre dernier, soit en cinq mois, près de 500 policiers afghans ont perdu la vie, selon le ministre de l'Intérieur de l'Afghanistan, Zemarai Bashary. «Ils ont été tués non seulement dans des opérations de sécurité mais dans des combats contre les insurgés, en participant à l'éradication du pavot et en combattant les trafiquants de drogue», a déclaré M. Bashary lundi à Kaboul.

La majorité des décès ont été enregistrés dans le sud et l'est du pays, où l'insurrection des talibans est la plus violente et la culture du pavot, la plus intense. Dans un rapport publié la semaine dernière, l'ONG International Crisis Group évaluait à environ 630 les policiers «tués en service» entre mars 2006 et mars 2007. L'année 2007 en cours, qui commence le 21 mars en Afghanistan (calendrier islamique), s'annonce donc encore plus meurtrière pour la police afghane.

Il faut dire que les 70 000 policiers afghans sont vulnérables, étant mal équipés et souvent peu formés, sans compter que la corruption règne dans plusieurs détachements. Un bien triste bilan qu'il faut corriger, a soutenu un haut fonctionnaire canadien du ministère des Affaires étrangères à Ottawa, lors d'une rencontre d'information avec les médias.

«On tente de déployer les efforts à des endroits stratégiques qui aident le gouvernement afghan à être autonome. Pour de nombreux Afghans, la Police nationale est l'aspect le plus visible du gouvernement. C'est fondamental d'avoir une police compétente pour assurer la sécurité de proximité», a expliqué le haut fonctionnaire responsable de l'Afghanistan au ministère des Affaires étrangères, qui ne peut être nommé comme c'est l'usage lors de ce type de rencontre.

Ottawa double ses efforts

Le Canada a déjà 13 agents en Afghanistan, soit dix dans le Sud et trois à Kaboul. Ces policiers ont contribué à former 475 agents afghans depuis un an, selon les chiffres fédéraux. Ottawa a toutefois décidé de s'impliquer davantage, envoyant 22 policiers de la GRC supplémentaires à Kandahar.

De plus, un centre de formation de niveau intermédiaire sera bâti tout juste à côté du camp canadien Nathan Smith, en banlieue de Kandahar, où le Canada met déjà à l'oeuvre son Équipe provinciale de reconstruction. Le centre pourra accueillir 200 élèves–policiers afghans à la fois et sera sous le commandement de l'Union européenne.

«On donnera de la formation de niveau intermédiaire, ce qui va aider à combler le vide entre la formation de base [inspection, point de contrôle routier, premiers soins] et la formation spécialisée [enquête, équipe

spéciale, etc.]. Il faut être sûr de donner plus que la formation de base», a expliqué le haut fonctionnaire canadien.

Ottawa se trouve ainsi à donner un coup de main à l'Union européenne (UE), qui a annoncé le 30 mai dernier qu'elle prenait en charge la formation de la police afghane, un secteur important de la sécurité en Afghanistan. De 70 000, l'UE veut faire passer la force policière afghane à plus de 82 000. L'entraînement sera aussi plus poussé et plus systématique.

C'est l'Allemagne qui a le contrôle de cette nouvelle mission pour l'instant. Sur les 195 formateurs européens, l'Allemagne va en fournir le plus gros contingent, avec 60. C'est d'ailleurs en marge du sommet du G8 en Allemagne cet été que le premier ministre Stephen Harper a confirmé à son homologue, Angela Merkel, que le Canada jouerait un rôle dans cette mission européenne.

L'OTAN aurait toutefois souhaité mettre beaucoup plus de formateurs à l'oeuvre. En avril dernier, le secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert Gates, a soutenu que l'OTAN demandait 3400 entraîneurs pour contribuer au développement de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane. «Probablement les deux tiers sont pour la police», avait affirmé M. Gates à des journalistes américains.

Avec l'Agence-France Presse

Rien de complaisant; Dire que les journalistes de Radio-Canada qui se sont rendus en Afghanistan ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.06
SECTION: Forum
PAGE: A21
BYLINE: Saulnier, Alain
PHOTO: PHOTO Martin Ouellet, archives la presse canadienne
ILLUSTRATION: La présence des journalistes en Afghanistan, et plus encore dans le sud du pays où se trouvent les troupes canadiennes, est essentielle, estime-t-on à Radio-Canada, malgré les risques évidents d'une telle couverture. Patrice Roy (notre photo) et Charles Dubois l'ont appris à la dure il y a deux semaines jours alors que le convoi dans lequel ils se trouvaient place a été attaqué.
WORD COUNT: 787

La télévision de Radio-Canada fait l'objet de critiques sur la place publique pour sa couverture de l'Afghanistan. Certains jugent excessive l'attention portée à l'aspect militaire de l'engagement canadien, aux risques pris par les soldats et aux familles en deuil. Quelques critiques vont même jusqu'à parler de propagande gouvernementale.

Pour tous ceux qui suivent notre couverture de ce pays depuis maintenant six ans, il est évident qu'elle a été beaucoup plus diversifiée que cela. A commencer par les reportages réalisés sur le terrain qui ont largement dépassé les limites des bases de l'armée. Les journalistes Céline Galipeau, Frédéric Nicoloff, Alexandra Szacka, Sylvain Desjardins, Manon Globensky, Michel Cormier, et depuis une semaine, Jean-François Bélanger, pour ne nommer que ceux-là, ont tous pris depuis 2001 des risques énormes pour rencontrer les Afghans chez eux. Ils nous ont parlé de leur vie, de leurs difficultés économiques, de leurs expériences démocratiques ou de leurs relations avec les soldats de l'OTAN. Ils ont produit des reportages sur de multiples sujets comme le sort des femmes, les seigneurs de guerre, la culture du pavot ou les tentatives de démarrage de nouvelles entreprises.

Patrice Roy et Bernard Derome ont été dépêchés auprès de l'armée, certes. Pas sans risques non plus. Notre cameraman Charles Dubois l'a appris à la dure en revenant sérieusement blessé. Nous couvrons l'armée parce qu'une information complète doit aussi s'intéresser à cet aspect de l'engagement canadien. La présence des journalistes en Afghanistan et, plus encore, dans le sud, où se trouvent les troupes canadiennes, est essentielle. Comment une société démocratique pourrait-elle débattre du bien-fondé de la mission, de ses succès ou de son échec, sans qu'on sache quels sont les résultats obtenus sur le terrain et quels sont les dommages physiques ou mentaux subis par les soldats, autrement dit, sans que les journalistes soient là?

Rien à voir avec de la propagande

Non seulement notre présence sur place est-elle normale, mais nous estimons qu'il est de notre devoir d'y être, malgré les risques. Cela n'a rien à voir avec de la propagande. C'est de l'information pure. Même les reportages sur les retours des dépouilles mortelles n'ont rien de complaisant et font partie de l'information essentielle. A preuve, le gouvernement américain qui a, un certain temps, interdit qu'on filme les retours de

Rien de complaisant; Dire que les journalistes de Radio-Canada qui se sont rendus en Afghanistan ne sont

soldats d'Irak, dans leurs cercueils. A preuve aussi les autres critiques que nous recevons de ceux qui favorisent l'engagement et qui souhaiteraient qu'on cesse de couvrir les craintes des soldats ou de leurs familles pour ne parler que des aspects positifs de la mission.

Laisser entendre que Radio-Canada ne donne pas l'antenne aux critiques est un mensonge. Entre autres voix, les chefs des partis de l'opposition Dion, Duceppe et Layton ont tous été entendus plusieurs fois sur ce sujet sur toutes nos antennes. Le documentaire de Jean-François Lépine et Jean-Claude Burger sur les dessous de l'engagement canadien à Kandahar, diffusé lundi soir, était en préparation depuis des mois et a nécessité des investissements importants (on peut encore le voir sur notre site internet: www.radio-canada.ca/audio-video/index.shtml). Le débat qui a suivi au Téléjournal avec les invités de Céline Galipeau n'avait rien de complaisant. Et cet automne, nous avons bien l'intention de donner une large place au débat qui s'amorce aux Communes et qui a cours au sein de la population.

Laisser entendre que tous les journalistes expérimentés et aguerris qui se sont rendus sur le terrain pour Radio-Canada ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité. Bien sûr, à Kandahar comme ailleurs, il faut travailler et chercher à contourner les relationnistes pour faire son travail et décrocher la vérité morceau par morceau.

On a aussi laissé entendre que la télévision de Radio-Canada censurerait la critique en ne conviant dans ses studios que des invités favorables à l'engagement militaire. C'est faire injure à tous les spécialistes que nous avons invités, incluant d'anciens militaires à la retraite souvent eux-mêmes très critiques de l'engagement canadien.

Le débat sur l'Afghanistan est loin d'être clos sur les ondes de Radio-Canada. Il y a eu beaucoup d'accent cet été sur la couverture militaire parce que c'était l'événement dominant. Mais une chose est sûre, nous avons l'intention de poursuivre notre travail journalistique en respectant nos traditions et en abordant le sujet sous tous ses angles. Et nous sommes persuadés que le public y trouvera son compte.

L'auteur est directeur général de l'information à Radio-Canada.

Vers un échec prévisible; Il est difficile d'imaginer comment la mission canadienne en Afghanistan pourrait être couronnée de succès

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.06
SECTION: Forum
PAGE: A20
COLUMN: D'un Canada à l'autre
BYLINE: Simpson, Jeffrey
WORD COUNT: 897

Lorsque, à la demande du gouvernement canadien, le général Georges Vanier a effectué une tournée au Québec après la chute de la France, il fut abasourdi de découvrir un tel soutien pour le gouvernement collaborationniste de Pétain et si peu pour les Forces libres de France de Charles de Gaulle, basées à Londres.

Plus tard, de Gaulle est devenu un héros aux yeux des séparatistes québécois à la suite de son cri " Vive le Québec libre ", en 1967. Mais de Gaulle n'était pas très populaire au Québec au début des années 40, bien que de nombreux francophones eussent servi avec distinction dans les Forces armées canadiennes, y compris lors de la libération de la France en 1944–45.

Aujourd'hui comme alors, le Québec francophone est très réticent à voir le Canada impliqué dans une activité militaire de grande envergure à l'étranger. L'ennemi ou la cause n'a apparemment pas grande importance: la force militaire est source de grande controverse au Québec.

Pas étonnant, par conséquent, que la mission militaire canadienne en Afghanistan ait été plus impopulaire au Québec qu'ailleurs au Canada même avant que le Régiment Royal 22e soit déployé à Kandahar. Aujourd'hui, tandis que des Québécois combattent et meurent au combat, les yeux sont encore plus braqués sur la mission.

Celle-ci a reçu l'aval des Nations unies et elle est organisée par l'OTAN. La situation est par conséquent très différente de la guerre en Irak qui n'a pas reçu le feu vert de l'ONU.

Qu'importe. Les critiques soutiennent que la mission en Afghanistan est " la guerre de George Bush " parce que le combat est dirigé par les talibans qui, lorsqu'ils gouvernaient l'Afghanistan, ont permis à Al-Qaeda d'entraîner des terroristes sur le territoire afghan. Ces terroristes nous ont tous menacés et ils ont causé les événements du 11 septembre 2001.

En conséquence, la campagne afghane dispose de la légitimité accordée par les Nations unies et elle vise une cible précise, les talibans. Mais la manière dont la mission est comprise au sein des pays de l'OTAN (la " guerre de George Bush ") et la façon dont elle est menée font qu'il est hautement improbable qu'elle soit couronnée de succès. Pourquoi?

Pays moyenâgeux

A de nombreux égards, l'Afghanistan demeure un pays moyenâgeux: loyauté envers la tribu et les seigneurs de la guerre, discrimination à l'encontre des femmes, économie fondée sur le commerce agricole, corruption répandue partout. L'OTAN ne réussira pas à transformer l'Afghanistan de notre vivant. Changer quelque peu le pays? Peut-être. Le transformer? Non.

L'OTAN peut-il aider le gouvernement afghan à réaliser un objectif plus limité: empêcher les talibans de se rendre maîtres de certaines parties du sud de l'Afghanistan? Encore une fois, peut-être.

Le Canada et l'OTAN combattent une contre-insurrection. Dans ce genre de bataille, le Canada dispose de certains avantages: des soldats bien entraînés, des armes et de l'argent. Mais le Canada (et l'OTAN) pâtissent également de certains désavantages qui ne disparaîtront pas à moins que l'OTAN change sa politique.

D'abord, la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan est une passoire. Les combattants talibans la traversent allègrement. A moins que le gouvernement pakistanais s'attaque aux talibans et à Al-Qaeda dans les secteurs frontaliers, les insurgés peuvent refaire leurs forces, se refinancer et se réapprovisionner au Pakistan. Il faut se rappeler que, lors de la guerre de la France en Algérie, les Français avaient construit une formidable clôture le long de la frontière avec la Tunisie pour empêcher les insurgés de pénétrer en Algérie.

Deuxièmement, les talibans recueillent d'énormes sommes d'argent grâce au commerce de l'opium. Selon les Nations unies, l'Afghanistan fournit 93% de l'opium dans le monde. Les efforts de l'OTAN pour éradiquer la culture du pavot ont échoué et ils échoueront parce que cette culture est trop lucrative pour que les fermiers l'abandonnent. A moins que l'OTAN modifie sa stratégie et achète l'opium pour éviter qu'il tombe dans les mains des talibans, les insurgés continueront à être bien financés.

Troisièmement, de trop nombreux responsables afghans sont corrompus. Certains d'entre eux participent directement au commerce de la drogue. Tant que la corruption demeure répandue à une grande échelle, un trop grand nombre d'Afghans ne fourniront pas leur soutien au gouvernement.

Quatrièmement, une campagne efficace contre l'insurrection requiert une proportion beaucoup plus grande de troupes de l'OTAN par rapport aux effectifs des insurgés que ce que l'OTAN déploie en ce moment. Mais les pays de l'OTAN n'enverront pas davantage de soldats en Afghanistan. De nombreux pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ne veulent pas consentir à envoyer des troupes dans les régions dangereuses du pays. Si le Canada quitte Kandahar en 2009 comme probable, difficile de savoir quel pays de l'OTAN sera disposé à le remplacer.

Un nombre insuffisant de soldats se traduit par une dépendance excessive envers la puissance aérienne. Celle-ci n'est pas suffisamment sélective parce qu'elle tue des civils. Quand des civils sont tués, difficile de gagner la bataille des coeurs et des esprits des gens.

A moins que l'OTAN change son approche – une stratégie différente en ce qui concerne la drogue, davantage de troupes, des pressions sur le Pakistan –, il est difficile d'imaginer comment cette mission peut être couronnée de succès malgré les excellents efforts des forces canadiennes.

L'auteur est chroniqueur au Globe and Mail.

L'opportunisme libéral

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.06
SECTION: Forum
PAGE: A20
COLUMN: Éditorial
BYLINE: Pratte,
André
WORD COUNT: 515

On oublie si vite... Les libéraux, qui exigent aujourd'hui le retrait des troupes canadiennes du sud de l'Afghanistan et critiquent vertement la tournure de cette mission, sont pourtant ceux qui l'ont conçue, décidée, et défendue avec ferveur il y a moins de deux ans. Pour mesurer le gouffre entre les convictions exprimées alors par les libéraux et la position qu'ils adoptent aujourd'hui, à peine quelques mois plus tard, il faut relire les discours prononcés par le premier ministre, Paul Martin, son ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, et le ministre de la Défense, Bill Graham. Il faut lire aussi l'Énoncé de politique internationale déposé par le gouvernement libéral en avril 2005, après des mois de délibérations. La mission afghane fut présentée par les libéraux comme "l'expression la plus importante et la plus concrète de cette politique".

Voici ce que disait M. Graham à la Chambre des communes, le 15 novembre 2005, quelques semaines avant que l'armée canadienne ne s'installe à Kandahar: " L'Afghanistan se trouve actuellement à un carrefour crucial. Des progrès considérables ont été réalisés, mais l'engagement continu de la communauté internationale est requis pour que ce pays connaisse la paix, la stabilité et la prospérité. Sans un engagement international multidimensionnel qui soit solide et à long terme, ce pays pourrait redevenir non viable ou même devenir un narco-État. Cela n'est pas dans l'intérêt du Canada ni d'aucun autre pays. Voilà pourquoi nous avons décidé, avec nos alliés de l'OTAN, d'accroître notre engagement militaire en Afghanistan au cours des prochains mois. "

Notez bien ces mots: " un engagement international solide et à long terme ".

Le ministre ajoutait: " Il s'agit d'une mission complexe et difficile qui se déroule dans un environnement dangereux, étant donné que la région de l'Afghanistan où nous sommes affectés est la plus instable du pays. C'est justement la raison pour laquelle on nous a demandé d'y aller avec nos autres partenaires, et la raison pour laquelle nous y allons. "

Le gouvernement libéral savait donc fort bien dans quelle aventure il engageait nos forces armées.

Avec émotion, Bill Graham concluait: " Nous, les Canadiens, qui avons le privilège de vivre dans l'un des pays les plus comblés du monde, devrions être fiers de partager avec les Afghans leur rêve de voir leur pays reconstruit et de participer très concrètement à la réalisation de ce rêve. "

A Kandahar aujourd'hui, les troupes canadiennes font ce que le gouvernement libéral leur a demandé de faire en 2005. Elles ne sont pas davantage à la solde de George Bush qu'il y a deux ans. La situation militaire et humanitaire est meilleure qu'à l'époque (bien qu'on puisse évidemment trouver les progrès insuffisants). Bref, ni l'action des Forces armées canadiennes ni les faits sur le terrain ne justifient le scepticisme qu'expriment maintenant les libéraux à l'égard de la mission et leur empressement à y mettre fin.

Ne reste qu'une explication, fort triste dans un dossier d'une telle importance. Cette explication, c'est l'opportunisme politique.

Afghanistan: des centaines de talibans tués dans des combats

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.06
SECTION: Monde
PAGE: A19
SOURCE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 156

Des centaines de talibans et deux soldats britanniques de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN sont morts ces derniers jours dans de rudes combats en Afghanistan, en particulier dans le sud où avaient été enlevés les 23 missionnaires sud-coréens en juillet.

Les deux soldats de l'ISAF ont été tués hier alors qu'ils étaient en patrouille, a annoncé l'ISAF. A Londres, le ministère de la Défense a précisé qu'il s'agissait de deux Britanniques, tués dans la province de Helmand, dans le sud du pays.

Le bilan des membres des forces internationales tués en Afghanistan cette année est de 158 contre 190 l'an dernier, la plupart en mission de combat. Pour ce qui est des talibans, ils sont quelque 300 à avoir été tués au cours des 10 derniers jours, avec une cinquantaine d'autres mardi et hier, selon un bilan établi par l'AFP à partir de communiqués officiels.

Deux soldats de l'OTAN tués en Afghanistan

DATE: 2007.09.05
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 126

KABOUL (AP) -- Deux soldats de l'OTAN et deux policiers afghans ont été tués mercredi dans des attaques des talibans dans le sud de l'Afghanistan, alors qu'une trentaine de militants ont été tués ailleurs dans le pays, ont annoncé les autorités.

Les deux soldats de l'ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité) ont trouvé la mort alors qu'ils patrouillaient dans la province de Kandahar, ancien bastion des talibans, selon un communiqué de l'OTAN qui ne précise ni les conditions de leur mort ni leur nationalité. Un autre soldat et un interprète afghan ont été blessés.

Plus tôt, dans la province voisine de Helmand, l'explosion d'une bombe a tué deux policiers et fait trois blessés, a indiqué Abdul Manan, un responsable local. AP

jp/v503